

BUDGET FÉDÉRAL 2024-2025

Le budget fédéral 2024-2025 poursuit sur la lancée des exercices déficitaires des dernières années. Le déficit pour 2024-2025 reste stable, mais financé par une hausse du fardeau fiscal des entreprises et particuliers.

Il s'agit d'une occasion manquée de réduire la pression fiscale pour les entreprises, notamment les PME. De même, la FCCQ aurait souhaité davantage de mesures pour répondre aux besoins de développement régional au Québec, ainsi qu'à la rareté de main-d'œuvre.

Plusieurs mesures budgétaires visent à accroître l'offre de logements, et la FCCQ salue le plan ambitieux visant à construire 4 millions de logements d'ici 2031.

Les nouvelles sommes dédiées à la R&D ainsi qu'à l'accès des entreprises à l'IA sont bienvenues, tout comme la création d'un nouveau crédit fiscal à l'investissement pour la chaîne d'approvisionnement des technologies vertes.

Perspectives économiques

Croissance du PIB réel prévue de 0,7% en 2024, 1,9% en 2025 (contre 0,5% et 2,2% prévus à la MÀJ 2023).

Retour à une inflation moyenne de l'IPC de 2,5% pour 2024, 2,1% pour 2025.

Cadre financier et déficit budgétaire

- 6,7% d'augmentation des dépenses de programmes (+ 30 G\$) pour 2024-2025 ; 7% d'augmentation des revenus, attribuable notamment à la hausse de l'impôt sur le capital
- Déficit budgétaire de 40 G\$ pour 2023-2024 et 39,8 G\$ pour 2024-2025 (40 G\$ et 38,4 G\$ à la MÀJ 2023)
- Déficit prévu de 20 G\$ en 2028-2029 (18,4 G\$ à la MÀJ 2023)
- Aucun plan de retour à l'équilibre budgétaire présenté

| | | |
|-----------------------------|-------|-------|
| Solde budgétaire | -40,0 | -39,8 |
| Solde budgétaire (% du PIB) | -1,4 | -1,3 |
| Dettes fédérales (% du PIB) | 42,1 | 41,9 |

Gestion de la dette

- Dette fédérale légèrement inférieure aux projections de la MÀJ 2023 : 41,9% du PIB en 2024-2025, et 39% d'ici 2028-2030.
- Frais de la dette publique en croissance par rapport aux projections de la MÀJ 2023 : 54,1 G\$ en 2024-2025, 64,3 G\$ d'ici 2028-2029, soit 1,8% du PIB dans les deux cas.

FISCALITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Fiscalité des entreprises, investissement et accès aux capitaux

- Augmentation de 50% à 66,6% du taux d'inclusion des gains en capital des entreprises (seulement sur la tranche supérieure à 250 k\$ pour les particuliers)
- Vente d'actions de petites entreprises : hausse à 1,25 M\$ et indexation à l'inflation du plafond des gains en capital admissibles à l'exonération cumulative
- Création de l'Incitatif aux entrepreneurs canadiens : réduction à 33,3% du taux d'inclusion des gains en capital admissibles cumulatifs par tranches de 200 k\$, jusqu'à 2 M\$ d'ici 2034 (somme maximale à vie). Conditions s'appliquent.
- Création d'un Groupe de travail pour favoriser l'investissement intérieur des fonds de pension canadiens
- Dépôt d'un projet de loi sur l'impôt minimum mondial (Pilier 2) prochainement : 15% d'imposition effective minimale sur les bénéfices des multinationales
- Accroissement des taxes d'accise sur le tabac (5,49\$ / cartouche) et les produits de vapotage (12%)
- Lancement du Programme de garanties de prêts pour les Autochtones : 5 G\$ pour des projets liés à l'énergie et aux ressources naturelles
- 350 M\$ / 5 ans pour l'investissement dans les institutions financières autochtones

Productivité, R&D, innovation

- Soutien ciblé de 2,4 G\$ / 5 ans pour le secteur de l'IA, dont 2 G\$ pour l'accès des chercheurs et entreprises à l'IA
- 100 M\$ / 5 ans pour accélérer l'adoption de l'IA par les PME
- 725 M\$ / 5 ans pour l'amortissement des investissements en brevets, réseaux de données, ordinateurs et équipements de traitement des données massives
- Lancement d'une deuxième phase de consultations sur la modernisation du programme de RS&DE + 600

- M\$ / 4 ans pour bonifier le programme dès 2025-2026
- Élargissement de l'utilisation des bacs à sable réglementaires au sein de l'appareil public pour favoriser l'innovation
- Création d'un portail d'identification unique pour les services gouvernementaux fédéraux (25 M\$ / 5 ans)

Entrepreneuriat et repreneuriat

- Nouvelles orientations données à la BDC et à EDC pour accroître la prise de risques et l'offre de financement aux jeunes pousses et aux exportateurs des secteurs stratégiques et à forte croissance
- 200 M\$ / 2 ans supplémentaires à compter de 2026-2027 pour l'Initiative de catalyse du capital de risque afin d'accroître l'offre de capital à l'extérieur des grands centres
- 60 M\$ / 5 ans additionnels à Futurpreneur Canada

Logement et construction

- Conversion des terrains et bâtiments publics fédéraux en logements. 500 M\$/5 ans à Services publics et approvisionnement Canada pour un nouveau fonds d'acquisition de bâtiments publics
- 1,1 G\$ / 10 ans à Services publics et approvisionnement Canada pour réduire de 50% son portefeuille de bureaux
- Consultations sur la taxation des terrains vacants en zone résidentielle (à suivre)
- 15G\$ supplémentaires pour le Programme de prêts pour la construction d'appartements (PPCA)
- Création de l'initiative Bâtir au Canada : accès conditionnel des provinces au PPCA (négociations à venir)
- 400 M\$/4 ans supplémentaires à la SCHL pour bonifier le Fonds pour accélérer la construction de logements
- 6 G\$ / 10 ans pour lancer le Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement
- Allocation de 500 M\$ du Programme de prêts pour la construction d'appartements pour les nouveaux projets de logements locatifs « novateurs » (ex. modulaire)
- 410 M\$ / 4 ans à la SCHL pour financer la construction de logements accessoires (prêts préférentiels jusqu'à 40 k\$ pour les propriétaires)
- 976 M\$ / 5 ans supplémentaires au Fond pour le logement abordable, volet création rapide de logements
- Instauration d'une déduction de 10% pour amortissement accéléré temporaire (nouveaux projets, prêts avant 2036)

- Limite du RAP rehaussée de 35 k\$ à 60 k\$
- Prolongation de 2 ans, jusqu'au 1^{er} janvier 2027, de l'interdiction d'achat de propriété résidentielles par les investisseurs étrangers (non-citoyens/résidents)
- 800 M\$/5 ans pour le financement des rénovations écoénergétiques pour les maisons de ménages à faible revenu

Des logements plus abordables

| M\$ | 2023- | 2024- | 2025- | 2026- | 2027- | 2028- | Total |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
| Chapitre 1 - Incidence budgétaire nette | | | | | | | |
| | -44 | 1 022 | 1 607 | 1 968 | 2 101 | 1 870 | 8 524 |

Main-d'œuvre, compétences et immigration

- 100 M\$/2 ans à Emploi et Développement social Canada pour les stages et formations spécialisés dans les métiers de la construction
- Prolongation (263,5 M\$ / 4 ans) du soutien en prestations supplémentaires d'Assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers
- Révision à la baisse des seuils d'immigration temporaire et d'étudiants étrangers pour 2024-2026
- 1,1 G\$ / 3 ans à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour prolonger le Programme d'aide au logement provisoire pour les demandeurs d'asile
- 207,6 M\$ supplémentaires en 2025-26 pour le Programme de stages pratiques pour étudiants
- 105 M\$ en 2024-2025 pour appuyer la mise en œuvre d'une stratégie d'emploi pour les personnes en situation de handicap par l'intermédiaire du Fonds d'intégration

DÉVELOPPEMENT DURABLE / ÉNERGIE VERTE

- Instauration d'un crédit d'impôt de 10% à l'investissement applicable au coût des bâtiments d'assemblage de VÉ, de production de batteries, et de production de matériaux de cathodes
- Mise en œuvre du crédit d'impôt de 15% à l'investissement dans l'électricité propre (Hydro-Québec sera admissible sous conditions)
- Bonification de 14,5 M\$ sur deux ans pour le Collectif d'actifs en innovation (brevets) destinés aux PME du secteur des technologies propres
- Élargissement de l'offre de contrats sur différence pour le carbone du Fonds de croissance du Canada
- Réorganisation et prolongation jusqu'en 2029-30, du Fonds pour les combustibles propres

- Mandat d'investissement de 500 M\$ dans la production de biocarburants octroyé à la Banque d'infrastructure du Canada
- 608 M\$ / 2 ans supplémentaires pour le Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro-émission

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Transport et infrastructures

- Accès aux financements du Fonds permanent pour le transport en commun désormais conditionnel à la prise de mesures pour accélérer l'offre de logements par les municipalités
- 462,4 M\$ / 5 ans supplémentaire pour l'entretien et la modernisation du réseau VIA Rail
- 372 M\$ / 6 ans à VIA HFR-VIA TGF Inc. et Infrastructures Canada pour faire avancer les projets de trains à grande fréquence

Financement du Fonds pour le développement des collectivités du Canada et le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, 2015-2016 à 2033-2034

| | Dépenses réelles | Dépenses prévues | Total |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 2015-2016 à 2022-2023 | 2023-2024 à 2033-2034 | 2015-2016 à 2033-2034 |
| Ont. | 9 G\$ | 20,3 G\$ | 29,3 G\$ |
| Qc | 5,7 G\$ | 13,4 G\$ | 19 G\$ |
| Total | 25,8 G\$ | 56,1 G\$ | 81,9 G\$ |

Vitalité des communautés, tourisme et services publics

- Régime national d'assurance-médicaments universel : 1,5 G\$ / 5 ans
- 158,5 M\$ / 2 ans additionnels pour le programme Croissance économique régionale par l'innovation (Agences de développement régional du Canada)
- 58,8 M\$ / 3 ans pour l'Initiative de journalisme local (soutien aux médias écrits, radio télé et web régionaux)
- Soutien bonifié pour la TOHU (Festival Montréal Complètement Cirque), le festival TransAmériques (Montréal), les festivals Cinéma du monde (Sherbrooke) et Traditions du monde (Sherbrooke)

Ressources naturelles

- Annonces de nouvelles mesures visant l'accélération des délais d'approbation des grands projets, notamment miniers dans le créneau des MCS
- Doublement des crédits d'impôts pour les pompiers volontaires et 800 k\$ à Ressources naturelles

Canada pour bonifier la formation des pompiers forestiers

Commerce

- 10 M\$ / 3 ans à l'Agence des services frontaliers du Canada pour la surveillance des pratiques commerciales déloyales
- Mise en œuvre prochaines de certaines de mesures de réciprocité pour l'accès des entreprises étrangères aux marchés publics et aux subventions. Nouvelles restrictions à l'investissement étranger et exigences en matière de propriété intellectuelle. À suivre.
- Présentation en 2024 d'un Projet de loi interdisant le recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement canadiennes

Défense

- 8,1 G\$ / 5 ans (73 G\$ / 20 ans) pour la Défense nationale, le Centre de la sécurité des télécommunications et Affaires mondiales Canada (opportunités importantes de contrats publics)
- 1,2 G\$ / 20 ans pour le Fonds d'investissement en immobilisations du Ministère de la Défense nationale

Autres

- CRTC : interdiction de facturer des frais supplémentaires aux consommateurs qui changent de forfait ou de fournisseur de téléphonie ou Internet
- Droit à la réparation : lancement de consultations d'ici juin
- Plafonnement des frais bancaires pour insuffisance de fonds à 10\$

Rédaction : Équipe des Affaires publiques et économiques de la FCCQ

Philippe Noël, Vice-président
Mathieu Lavigne, Directeur
Audrey Langlois, Conseillère principale
Hubert Rioux, Conseiller
Laurent Corbeil, Conseiller

Pour consulter le communiqué de presse du 16 avril de la FCCQ : <https://www1.fccq.ca/oui-a-lequite-generationnelle-non-aux-chicanes-constitutionnelles-affirme-la-fccq/>